

Histoire et vivre-ensemble Jocelyn Létourneau

À travers cette communication, Létourneau nous fait part de quelques-unes des réflexions qui guident ses activités scientifiques autour des relations entre histoire et vivre-ensemble. S'inscrivant dans l'axe 2 du Célat –la mise en récit du vivre-ensemble –Létourneau observe principalement dans quelle mesure les façons que l'on a de se dire à nous-mêmes et aux autres, individuellement et collectivement, participent au vivre-ensemble et à la cohésion sociale. Pour ce faire, il s'appuie sur deux postulats de base. 1) Le décentrement inéluctable des sociétés : il existe actuellement, dans nos sociétés, une pression constante vers une individuation croissante; nous vivons ensemble, mais nous vivons *seuls* ensemble. 2) Il existe toujours une distance plus ou moins importante entre le « passé » et l' « histoire », entre ce qui fut et le récit de ce qui fut. Dans cette perspective, l'histoire peut jouer un rôle utile afin que la tendance au décentrement n'évolue pas vers la désagrégation sociale. On touche ici à l'une des questions centrales que pose Létourneau et qui est celle du rôle de l'intellectuel dans la société contemporaine : il faut trouver l'équilibre, dit-il, entre la rigueur scientifique et la pertinence sociale; il faut jeter des ponts entre Von Ranke (« le rôle de l'historien est de rendre le passé tel qu'il fut ») et Rorty (« les sciences sociales doivent apporter des solutions aux problèmes de la société »). La question se pose donc ainsi : comment rendre compte fidèlement de l'expérience historique du Québec, mais en ayant toujours en tête un souci de cohésion sociale?

La société québécoise est de plus en plus diversifiée et plurielle, et, fait intéressant, elle assume de plus en plus ouvertement cette pluralité constitutive. Pourtant, dans une très large mesure, le récit collectif qui a été mis de l'avant jusqu'à maintenant a principalement insisté sur l'homogénéité putative à la société québécoise, de même que sur les notions d'aliénation et d'oppression nationale dont elle a été victime. On trouve en effet dans ce concept d' « oppression nationale » la clé de voûte qui structure toute la mémoire collective québécoise et qui permet de concentrer, autour d'une seule idée forte, l'ensemble de l'expérience historique du Québec. Or, s'il s'agit bel et bien là d'une interprétation valide et valable, Létourneau se demande néanmoins si c'est la plus adéquate, la plus juste et la plus appropriée dans le contexte contemporain. On peut se demander, en effet, s'il existe d'autres façons de lire les événements du passé afin de se défaire des complexes qui nous habitent depuis des lustres et de se donner de meilleures perspectives pour l'avenir.

La question « quel passé pour quel avenir? » est, à l'heure actuelle, au cœur des préoccupations de nombreuses sociétés partout dans le monde. Que ce soit en France, en Grande-Bretagne ou aux États-Unis, on revisite le passé, on revient sur ce que l'on a été afin de préparer ce que l'on souhaite être demain. Au Québec, ces questionnements ont trouvé écho dans les vifs débats qui ont entouré la mise sur pied du nouveau programme « histoire et éducation à la citoyenneté » dispensé dans les écoles. On s'est demandé quel récit de leur société proposer aux jeunes Québécois : le récit traditionnel fondé sur l'idée d'une nation opprimée qui a été empêchée par l'Autre d'advenir comme elle aurait dû advenir ou, au contraire, un récit qui permet d'ouvrir la jeunesse –porteuse d'avenir –à une autre représentation de l'expérience historique collective du Québec? Dans la même veine, les

travaux de la commission Bouchard-Taylor ont insisté eux aussi sur la nécessité de construire un récit collectif dans lequel tous les Québécois pourraient se reconnaître dans un ensemble national le plus ouvert possible. L'idée générale qui ressort de ces analyses serait donc d'utiliser l'histoire comme un outil afin de créer un espace d'entendement collectif permettant aux gens de se rassembler et de se reconnaître réciproquement dans grand récit historique commun. En ce sens, les travaux réalisés par les chercheurs du Célat dans le cadre de l'axe 2, « histoire et vivre-ensemble », permettent de se pencher sur des questions qui sont parmi les plus fondamentales à la société québécoise actuelle.

Si l'on tente de retracer l'expérience historique d'une société, nous dit Létourneau, il faut en repérer les constantes. Il faut se demander quels seraient ces éléments qui, de par leur récurrence et leur constance, permettraient de résumer non pas, bien sûr, l'essence de ce qu'a été la société, mais plutôt l'essentiel de ce qui a constitué son expérience historique. Dans un ouvrage intitulé « Le Québec, les Québécois : un parcours historique » (ouvrage qui vise à accompagner l'exposition « Le temps des Québécois » du Musée de la civilisation), Létourneau tente de saisir l'expérience historique québécoise dans une perspective d'ensemble et repère trois de ces constantes : le mépris de la violence, la primauté du politique et la recherche d'arrangements complexes entre intérêts divers. Le mépris de la violence réfère au fait que, malgré que la société québécoise ait été marquée par certains conflits d'envergure, il y a un refus fondamental (dans le mainstream de la société) de considérer la violence comme une option. La primauté du politique est, d'une certaine façon, le miroir du refus de la violence : devant tout problème, toute querelle, tout conflit, la société québécoise opte généralement pour la discussion et la solution politique. La recherche d'arrangements complexes entre intérêts divers souligne qu'il n'existe pas, à proprement parlé, de « modèle québécois »; que le fait de vouloir normaliser ou normativer un parcours historique en appliquant sur ce parcours historique un « modèle » présenté dans les manuels de science politique ou d'histoire apparaît, dans le cas du Québec, contre-productif. Il faut insister, encore une fois, sur le fait qu'il ne s'agit pas ici de cerner l'âme d'un peuple, mais de déterminer certaines valeurs prénantes qui ont, peut-être plus que d'autres, marqué le développement de la société québécoise.

À ce titre, et en complément à ses réflexions théoriques, Létourneau mène des travaux empiriques dans lesquels il plonge au cœur des représentations et de la conscience historique des jeunes Québécois. Partant de l'idée que, dans une société où ils sont continuellement bombardés d'informations, y compris d'informations à caractère historique qui ne proviennent pas nécessairement de professeurs ou d'historiens, mais de politiciens, d'idéologues, d'animateurs de radio, de cinéastes, etc. ils sont capables de mobiliser ces informations autour d'une vision d'ensemble de leur société, Létourneau a ramassé près de 4000 courts récits de jeunes Québécois dans lesquels ils racontent leur propre vision de l'expérience historique québécoise. Ce qui ressort de cet exercice, c'est que la notion de « défaite » est le pivot majeur articulant toute une vision de l'histoire du Québec. En secondaire 3, nous dit Létourneau, 25% des jeunes ont une vision négative de l'expérience historique du Québec; après le cours d'histoire nationale de secondaire 4, cette proportion tombe à 50%. On peut ainsi se demander ce qui fait qu'en 2012, dans une société qui demeure enviable à plusieurs niveaux, une bonne partie de la jeunesse continue

d'avoir cette représentation éminemment pessimiste, défaitiste et tragique de ce qu'a été l'expérience historique québécoise.

Pour Létourneau, il appartient aux intellectuels (historiens, mais aussi littéraires, sociologues, philosophes, anthropologues) de se pencher sur l'expérience historique québécoise et de la présenter de manière à ce que l'on puisse donner à cette jeunesse qui pousse les moyens de se penser sur un mode un peu plus complet. Le problème –qui est extrêmement complexe –est de savoir jusqu'à quel point on peut transformer cette conscience historique. Peut-on changer l'histoire du tout au tout? Évidemment, la réponse est non : le passé peut supporter plusieurs mises en narration, il ne peut pas supporter toutes les interprétations possibles et imaginables. On peut cependant élaborer des représentations qui tiennent compte de la réalité historique, mais qui parlent différemment (et peut-être un peu plus positivement) au présent. Par exemple, la bataille de 1759 est un fait avéré que personne ne va contester. Mais 1759, aujourd'hui, ce n'est pas seulement ce qui s'est passé, c'est aussi tout ce qui s'est dit à propos de ce qui s'est passé. La question est donc de savoir comment raconter l'histoire de 1759. Il ne s'agit pas de l'oublier ou de la rejeter, mais de savoir comment on peut l'interpréter pour enfin prendre une certaine distance libératrice. Dans une perspective beaucoup plus large, on peut aussi se demander, comme le fait Létourneau : « Que faire de ce qui nous a fait? » On voit ici que nous sommes face à des préoccupations extrêmement importantes qui touchent à la fois au passé et à l'avenir du Québec. Le travail de réflexion scientifique n'est jamais très loin, non pas de *la* politique, mais *du* politique, et c'est pour cette raison que Létourneau invite les intellectuels, et notamment les chercheurs du Célat, à prendre conscience des interrelations qui existent entre le fait de penser et le fait de passer. Pour le dire autrement, il nous invite tous à réfléchir dans la rigueur scientifique et dans une perspective analytique, mais aussi de participer à la création des moyens de vivre ensemble de manière aussi heureuse que possible.